

Présidentielle : les doléances des policiers

Une motion nationale a été envoyée aux candidats, elle a aussi été remise au préfet de la Sarthe, début avril. Le syndicat réclame des moyens, une revalorisation du travail de policier, et le transfert de certaines tâches.

Profitant de l'élection présidentielle, la fédération professionnelle indépendante de la police (Fpip) a écrit aux candidats, ainsi qu'aux préfets. En Sarthe, la fédération rassemble 20 % des policiers. Son délégué départemental, Jean-François Duchesne, fait le tour des revendications, et les illustre avec les problématiques locales. « Nous voulons d'abord l'arrêt de la RGPP » (Ndlr révision générale des politiques publiques).

« En Sarthe, les effectifs ne bougent pas trop. Mais nous devons faire face à une surcharge de travail avec la maison d'arrêt des Croisettes. Par exemple, mercredi matin, il y a eu neuf extractions de détenus. Alors on tape dans les effectifs des patrouilleurs. » Même constat pour la surveillance des

détenus hospitalisés : « La garde hospital, c'est un fleau. Il faut à chaque fois deux policiers. Pendant ce temps-là, ils ne sont pas sur le terrain. »

Autre tâche indue que la fédération aimerait voir disparaître, les procurations : « Il faut arrêter ça. Cette année, c'est un record. On a eu plusieurs milliers de demandes. On peut habiliter d'autres personnes que les policiers. »

Légitime défense

La Fpip demande aussi « une revalorisation du travail des policiers, par les effectifs, donc, mais aussi par le salaire ». La motion porte également sur la notion de légitime défense : « Les collègues n'osent plus sortir leur arme, même non létale. » Interrogé sur les modalités d'intervention durant les nuits agitées du centre-ville du Mans, Jean-François Duchesne évoque des climats de tension : « Quand on arrive face à une foule de 200 personnes, pour beaucoup alcoolisées, on doit attendre du renfort. Tout le monde est excité, hostile à notre intervention. Et si on utilise la force pour



Jean-François Duchesne, délégué départemental de la Fpip, tient la motion nationale dans ses mains.

maîtriser un individu, on a tout le monde contre nous. »

D'où l'intérêt d'avoir des effectifs suffisants. « Pour le moment, les dimanches matins, on fonctionne avec des renforts de policiers qui viennent sur la base du volontariat. » Et les CRS ? « Leur mission, c'est le maintien de l'ordre, pas de patrouiller. »

Création d'une médaille pour 30 années de travail, effectif des patrouilles ramené à trois au lieu de deux, dotation de nouveaux gilets pare-balles sont d'autres revendications que la fédération porte à la connaissance des candidats.

LUNDI 30 AVRIL 2012